Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Clubs garçons et filles du Canada

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

LE DÉFI DE LA PAUVRETÉ. La reprise et la croissance de l'économie du Canada dépendent en partie de sa main-d'œuvre et de la capacité des jeunes de faire leur part. Les Clubs Garçons et Filles du Canada savent que les jeunes ont énormément de potentiel, mais certains ont de la difficulté à le réaliser parce qu'ils n'ont pas les soutiens et les services dont ils ont besoin. Les Clubs au pays aident les jeunes à réussir à l'école et dans la transition vers l'emploi, et à avoir confiance en leur capacité de réussir toute leur vie. Nous sommes parmi les meilleurs fournisseurs de programmes postscolaires de qualité qui soutiennent le développement physique, mental, éducatif et social sain des enfants. Notre association de plus de 100 Clubs rejoint environ 200 000 jeunes et leurs familles dans 650 points de services communautaires du Canada. Les Clubs Garçons et Filles se partagent la responsabilité de préparer les jeunes du Canada pour les emplois de demain. Les Clubs sont situés dans les voisinages où ils sont le plus nécessaires, y compris dans les centres des grandes villes, en banlieue, dans les collectivités rurales éloignées et sur les Réserves des Premières Nations. Les familles de faible revenu représentent 57 % de la clientèle des Clubs Garçons et Filles et les familles monoparentales 43 %. Présents de façon disproportionnée parmi ceux qui vivent dans la pauvreté, les jeunes autochtones (19 %), les jeunes immigrants (11 %) et les jeunes handicapés (14 %) participent aussi aux activités des Clubs. Vivre dans la pauvreté est un obstacle important à la réussite scolaire et professionnelle. Les jeunes de milieux socioéconomiques modestes ont tendance à connaître plus jeunes les transitions de la vie comme partir du foyer et avoir un enfant, des facteurs susceptibles de leur faire abandonner les études secondaires avant l'obtention du diplôme. Les jeunes de familles de faible revenu sont également moins susceptibles de poursuivre des études postsecondaires. Les faibles niveaux d'instruction limitent les perspectives des jeunes et leur potentiel de gains. C'est également un obstacle à la reprise économique soutenue du Canada et au renforcement de la croissance économique. MESURES FÉDÉRALES. Le gouvernement a mis en place un grand nombre de mesures pour aider les jeunes à atteindre leurs objectifs éducationnels et à entrer sur le marché du travail. Clubs Garçons et Filles du Canada demande au gouvernement d'élaborer un plan fédéral de réduction de la pauvreté qui complèterait les stratégies provinciales et assurerait l'application d'une approche plus complète et mesurable pour soutenir les jeunes Canadiens qui font face aux obstacles les plus importants.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

LE DÉFI DE L'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE. Certains jeunes manquent de possibilités d'emploi, parce qu'ils n'ont pas les compétences de base ou les connaissances spécialisées pour occuper les postes disponibles. Les employeurs trouvent les jeunes mal préparés pour le marché du travail d'aujourd'hui,

sans les habiletés requises de communication orale et écrite, les capacités d'analyse critique, le professionnalisme, la capacité de régler les problèmes et même sans la créativité qu'il faut. Chez les jeunes de 16 à 25 ans, 37,8 % n'ont pas les capacités de lecture et d'écriture et les compétences essentielles nécessaires pour réussir dans l'économie de la connaissance d'aujourd'hui. C'est particulièrement problématique puisque les compétences de base comme les capacités de lecture, d'écriture, d'utilisation de l'informatique et de la communication orale sont au cœur des bonnes stratégies de recherche d'emploi, comme bien remplir une demande d'emploi (en personne ou en ligne) ou exceller en entrevue. Les taux de chômage des jeunes ont augmenté en 2008 et demeurent élevés, même chez ceux qui ont terminé des études postsecondaires et qui ont de la difficulté à obtenir un emploi qui correspond à leur niveau de compétence. Cela a des conséquences profondes, y compris des manques à gagner qu'il faut des années pour récupérer, la déqualification et le risque perpétuel d'insécurité des liens avec le marché du travail. Les jeunes sont surreprésentés dans les emplois peu rémunérés, temporaires, contractuels et saisonniers. Travaillant souvent au salaire minimum, ils doivent accomplir 16 semaines de travail à temps plein pour arriver à seulement couvrir leurs frais de scolarité (moyenne de 6 704 \$ par année). Cela crée un autre obstacle à l'éducation postsecondaire. MESURES FÉDÉRALES NÉCESSAIRES. Les expériences de travail positives au début de la carrière ont une corrélation positive avec les perspectives de carrière à long terme. C'est vrai tant pour les jeunes faiblement qualifiés que pour ceux qui le sont hautement et qui ont souvent besoin d'expérience appliquée pour intégrer le marché du travail. Clubs Garçons et Filles du Canada veut souligner l'importance de La Stratégie emploi jeunesse du Canada et des programmes comme le Programme Objectif Carrière, Connexion compétences et Emplois d'été Canada. Les Clubs comptent plus de 4 000 employés, dont la majorité a entre 18 et 30 ans. Les programmes comme le Programme Objectif Carrière, Connexion compétences et Emplois d'été Canada permettent aux Clubs d'offrir de l'expérience de travail précieuse aux jeunes. Des jeunes que nous aidons à acquérir une solide éthique de travail et que nous orientons dans la poursuite de leur éducation postsecondaire, ou dans leurs choix professionnels, ou tout cela. Le programme Connexion compétences est particulièrement pertinent pour les Clubs parce qu'il met en valeur le capital humain et l'employabilité d'une partie de la population qui doit surmonter beaucoup d'obstacles pour travailler. Nous croyons que le renforcement de ce programme aurait beaucoup de répercussions positives.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

LE DÉFI DE LA RÉUSSITE SCOLAIRE. Le Canada fait face à une transformation démographique sans précédent qui va obliger ses jeunes à être instruits, compétents et capables d'entrer sur le marché du travail. En juillet 2012, presque 30 % des entreprises canadiennes faisaient état d'un manque de maind'œuvre qui nuisait à leur capacité de répondre à la demande. Le Canada profite de taux relativement élevés de réussite des études secondaires, mais la réussite scolaire des jeunes autochtones est inacceptablement faible. C'est une grande perte pour ces jeunes et pour le Canada. La situation des niveaux d'éducation inadéquats nous coûte cher, particulièrement dans le contexte du vieillissement de la population du Canada. Les coûts tangibles du non-achèvement des études secondaires sont élevés et comprennent les coûts liés à l'aide sociale, au crime, à la santé, à la main-d'œuvre et à l'emploi. On estime par exemple que l'aide sociale offerte à une personne qui n'a pas terminé ses études secondaires coûte plus de 4 000 \$, ou 969 millions de dollars par année. Le coût annuel pour le système de justice pénale est estimé à plus de 220 \$ par décrocheur du secondaire, ou 350 millions de dollars par année. Du point de vue personnel, il y a une forte corrélation entre l'éducation et la santé; l'abandon des études secondaires signifie une moins bonne qualité de vie. Et plus de 3 000 \$ de revenu de moins par

année par rapport aux diplômés. Les niveaux d'éducation plus faibles ont des incidences à long terme, dont des taux de chômage et de chômage à long terme plus élevés. Au XXI^e siècle, ne pas obtenir un diplôme d'études secondaires a des conséquences dévastatrices sur les perspectives d'avenir d'une jeune personne. C'est un grave désavantage sur le marché du travail. De plus, les jeunes dont les compétences sont faibles et dont le niveau d'éducation est peu élevé sont plus vulnérables aux fluctuations économiques. Ils ont affiché les taux de chômage les plus élevés au cours des trois dernières récessions au Canada. Une augmentation de seulement 1 % du taux de diplomation du Canada engendrerait des économies d'ensemble des coûts estimatifs de 7,7 milliards de dollars (en dollars 2008). MESURES FÉDÉRALES NÉCESSAIRES. Beaucoup de facteurs influencent l'écart des résultats scolaires des jeunes autochtones et non autochtones. Clubs Garçons et Filles du Canada exhorte le gouvernement de collaborer avec les leaders des Premières Nations, des Inuits et des Métis pour assurer l'accès à l'éducation de qualité qui préparera chaque enfant et chaque jeune à profiter pleinement de l'opportunité d'approfondir ses études et des possibilités de faire carrière qui sont facilement offertes aux autres étudiants du pays.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

LE DÉFI DE LA CAPACITÉ DE TRAVAILLER. Les jeunes qui ont des problèmes mentaux ou des maladies mentales sont beaucoup plus à risque d'en avoir aussi comme adultes, et aussi beaucoup plus susceptibles d'avoir d'autres problèmes sociaux et de santé complexes. Les effets d'une mauvaise santé mentale sur la vie des jeunes sont durables et génèrent des coûts élevés pour nos systèmes de santé et de justice. Les jeunes incapables d'avoir accès aux services et aux soutiens dont ils ont besoin pour traiter des problèmes mentaux ou une maladie mentale sont plus susceptibles de connaître des interruptions d'études et d'emploi. Les personnes qui vivent avec des problèmes mentaux et des maladies mentales ont des taux de chômage élevés et nombreuses sont celles qui sont incapables de perfectionner leurs compétences et leurs talents. C'est particulièrement difficile pour les jeunes adultes, puisque les taux de problèmes mentaux et de maladies mentales atteignent leur apogée au cours de leurs meilleures années de vie active. Le Conference Board du Canada estime que la maladie mentale coûte 20,7 milliards de dollars par année au Canada en perte de participation à la population active et que ce coût atteindra 29,1 milliards de dollars d'ici 2030. MESURES FÉDÉRALES NÉCESSAIRES. Il faut supprimer les obstacles qui empêchent les personnes qui ont des problèmes mentaux et des maladies mentales de travailler, et augmenter les soutiens qui aident les gens à obtenir des emplois compétitifs. Clubs Garçons et Filles du Canada encourage le gouvernement à entreprendre un programme qui créerait des possibilités pour les jeunes qui ont des problèmes mentaux ou des maladies mentales de travailler dans un milieu positif, afin de les assurer de bien s'installer dans la population active et d'accroître leur participation au marché du travail. Un programme comme Connexion compétences, à l'intention des organismes et des entreprises qui peuvent offrir un milieu de travail positif, serait

extrêmement précieux. LE DÉFI DES OBSTACLES ADDITIONNELS. Il nous appartient à titre de société de faire en sorte que peu de jeunes voient le crime comme une option viable et de veiller à ce qu'ils soient le plus nombreux possible à pouvoir réaliser leur potentiel sur le marché du travail. Les changements du système de justice pénale signifient que les jeunes qui font de mauvais choix de vie encourent des sentences plus sévères et subissent des sanctions plus longues pour leur participation aux activités criminelles. Et les changements au programme de réhabilitation en vertu du projet de loi C-10 ont prolongé la période d'attente pour la suspension du casier, nuisant à la capacité des jeunes de travailler au cours de leurs meilleures années de vie active. MESURES FÉDÉRALES NÉCESSAIRES. Les programmes de développement social pour les enfants et les jeunes les aident à faire des choix de vie positifs, à étudier et à prendre leur vie en main en ayant de solides possibilités d'emploi. Clubs Garçons et Filles du Canada salue le gouvernement d'avoir renouvelé son soutien du Fonds du système de justice et du Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes. Ces programmes ont fait une différence dans de nombreuses collectivités. Nous craignons que 10 millions de dollars de financement annuel, divisés entre ces deux fonds, ne suffisent tout simplement pas à atteindre les résultats souhaités par les Canadiens. Nous exhortons le gouvernement à accroître le financement de ces initiatives et à assurer que les possibilités d'emploi font partie des efforts de prévention contre les activités des gangs. La Stratégie nationale pour la prévention du crime est un investissement aussi rentable. Son budget annuel de 63 millions de dollars (45 millions de dollars pour les subventions et les contributions) a aidé à traiter les causes profondes du crime, mais il représente moins de 0,4 % du budget du système de justice pénale du gouvernement fédéral. Étant donné l'efficacité démontrée des mesures probantes de prévention du crime, Clubs Garçons et Filles du Canada recommande d'accroître l'investissement à ce titre à 2 %. *Références sur demande.